

Marches européennes Euro marches

MARCHES EUROPÉENNES / NEWS
www.euromarches.org

Printemps 2005 - N° 29 - 1 € Participation aux frais pour étudiants, chômeurs et précaires.

POUR LES CHÔMEUSES, LES CHÔMEURS, LES PRÉCAIRES ET
LES EXCLUS DE TOUTE L'EUROPE :

UN NON D'ESPOIR

Depuis près de dix ans les Marches européennes/ Euro-marches sillonnent l'Europe pour dénoncer les méfaits d'une Europe construite à l'insu des peuples qui la composent par les néolibéraux de droite ou de gauche. Nos cris de colère n'ont rencontré que le mépris. Pour la première fois, profitant d'un référendum aux intentions politiciennes, les citoyennes et citoyens en France ont exprimé clairement qu'ils ne voulaient pas d'une constitution européenne néolibérale, source de chômage et de misère.

Nous savions que ce vote en France était aussi très attendu dans les autres pays de l'Union européenne qui connaissent les mêmes politiques de précarisation (processus de Lisbonne) et de chasse aux chômeurs. Le résultat des élections qui ont précédé en Allemagne et celui du référendum qui a suivi en Hollande montrent qu'il y a urgence à réorienter radicalement les politiques européennes en matière d'emploi, à stopper le dumping social et fiscal, à partager les richesses produites pour que toutes et tous perçoivent un salaire ou un revenu leur permettant tout simplement de vivre.

Les Marches européennes/Euromarches se réjouissent de ces résultats : ils renforceront le camp de celles et de ceux, notamment dans les Forums sociaux européens, qui oeuvrent à l'émergence d'un mouvement social européen capable d'unifier à l'Est comme à l'Ouest les luttes des salariés, des chômeurs et précaires pour une autre Europe pour un autre Monde.

Marches européennes/Euromarches



© Michel Rousseau

Paris, le 16 juin 2005: la banderole «respectez le vote des peuples» - avec les représentants des organisations du Collectif de toutes nos forces - a ouvert la manifestation organisé à l'occasion du dernier sommet de l'Union Européenne.

29 MAI 2005/3 JUIN 2005 :

NOUVELLE DONNE EN EUROPE!

NON français et NEE hollandais: pour la première fois depuis la création de l'Union européenne, deux votes massifs rejettent la construction néolibérale de l'Europe...

Déjà en 1992 Maastricht était passé de justesse en France. Des pays comme le Danemark et l'Irlande avaient dû «revoter» par la suite. Cette fois-ci, les résultats de la participation et des votes, leur retentissement dans toute l'Union européenne, voire au-delà, délivrent un message des plus clairs: les peuples ne veulent plus qu'on leur impose les logiques du capitalisme néo-libéral. Ils ont rompu avec la rési-

gnation et l'acceptation de la «fatalité néo-libérale» et prétendent se mêler de ce qui les regarde!

UN NON QUI VIENT DE LOIN

Il faut l'aveuglement et l'autisme ou tout simplement le cynisme des dirigeants de l'Union européenne et des gouvernements pour s'étonner d'un tel résultat. Ils avaient tellement pris l'habitude de construire l'Union européenne sans les peuples et souvent contre eux qu'ils ont encore du mal à imaginer que l'on ait pu renvoyer à l'expéditeur leur projet de Traité constitutionnel européen. Certains d'ailleurs

comme Giscard d'Estaing vivent encore sur leur nuage: il n'a pas encore compris que son texte a eu le sort de la baudruche qu'il avait crevé sur un plateau de télévision pour expliquer aux nuls que nous sommes qu'il n'y avait pas de plan B!

Reconnaissons que nous avons pris un énorme retard en matière européenne. Pour beaucoup d'entre nous l'intérêt pour les questions européennes a commencé quand nous nous sommes rendus compte que les luttes dans les cadres nationaux ne suffisaient plus pour répondre à la casse sociale générée par les politiques de l'Union européenne et du néolibéralis-

me triomphant. Ce n'est qu'en 1996 à Florence et en 1997 à Amsterdam qu'ont été lancées les Marches européennes suite aux dégâts du Pacte de stabilité: 20 millions de chômeuses et chômeurs et 60 millions de citoyennes et citoyens en dessous du «seuil de pauvreté».

Lors du sommet européen de 1998 à Vienne, Marie-Paule Connan écrivait dans le journal des Marches: «*la construction européenne que certains après la guerre avaient rêvée comme une belle « œuvre » démocratique, sociale et pacifique, s'est transformée en Machine infernale avec pour seul objectif sa propre compétitivité et le profit de quelques actionnaires au prix de la souffrance de millions d'autres, les pauvres, les exclus, les chômeurs et précaires qualifiés par la Commission d'inemployables, d'inadaptables, de passifs.*» De sommet en sommet nous avons pu vérifier cette dérive, notamment après Lisbonne qui a impulsé les politiques de flexibilisation et précarisation généralisées. Nos mobilisations n'ont permis aucune avancée significative, nous n'avons pu changer la moindre virgule des textes et «grandes orientations de politique économique» qui nous étaient imposées.

Eh bien, pour une fois que l'on nous a demandé notre avis, nous avons répondu massivement «non» à ce texte, symbole de tout ce que nous subissons depuis des décennies!

Certes cela ne règle rien en soi mais ce coup d'arrêt inverse la tendance. Nous ne cessons de reculer. Prenons l'offensive au niveau européen!

ET MAINTENANT: RESPECTEZ LE VERDICT DES PEUPLES!

Comme le sommet de Bruxelles des 16 et 17 juin vient encore de le montrer, les «Majestés suffisances» de l'Union européenne restent sourdes ou plutôt n'ont rien à faire des verdicts démocratiques. Pour eux le Traité constitutionnel n'est pas renégociable et au «nom de la démocratie et du dialogue» (sic) ils vont se donner un peu plus de temps pour nous l'expliquer, espérant nous le faire avaler de force! Tout va très bien Madame la marquise et ils continuent comme avant. Ils dirigent l'Union européenne comme une entreprise. Ça passe ou ça casse.

Et bien ça va casser: nous, nous avons un plan B: B comme Basta! Leurs Traités, directives et tutti quanti ne doivent plus passer comme des lettres à la Poste. Et nous avons un plan A comme Alternatives. Les associations, les syndicats, les partis politiques, les par-

lementaires, les réseaux, les forums ont déjà beaucoup élaboré pour une autre Europe fondée sur la solidarité, la démocratie, l'égalité, les services publics, les droits sociaux, la paix. Sur ces bases nous pouvons proposer et mettre en pratique un projet constituant européen capable de mobiliser l'ensemble des citoyennes et citoyens particulièrement les jeunes générations que les néo-libéraux laissent sans emploi et sans futur.

COMMENT «CONTINUER ENSEMBLE», FINALISER DE NOUVEAUX PROJETS ET LES METTRE EN ŒUVRE ?

Ce qui vient de se passer change la donne dans toute l'Europe et bien sûr pour les associations, les syndicats, les partis politiques et le Forum social européen.

D'abord: rassemblons toutes nos forces non seulement pour débattre mais aussi pour agir. C'est un des grands enseignements de ce qui s'est passé en France et qui était déjà inscrit



29 mai 2005, place de la Bastille, Paris. Banderole des collègues d'Allemagne.

dans les dynamiques unitaires depuis une décennie avec des lieux de convergence comme les Marches européennes, ATTAC, les mobilisations altermondialistes, les Forums sociaux. L'appel des 200, initié par la Fondation Copernic, le «Collectif de toutes nos forces» dans la foulée, ont montré une forte attente: toutes les organisations, tous les réseaux ont leur place dans des dynamiques unitaires contre le néolibéralisme pour autant qu'elles comprennent que leur propre intérêt dépend du succès de l'action commune. C'est cette convergence dans l'action des organisations associatives, syndicales et politiques qui a permis en France la victoire du Non. La question est donc de

savoir, à l'échelle des pays, mais aussi au niveau européen, de quels cadres unitaires souples et ouverts nous avons besoin, au-delà de l'éparpillement actuel de nos forces, non seulement pour débattre, comme c'est déjà le cas dans les Forums sociaux, mais aussi pour continuer à agir et exprimer politiquement de nouveaux rapports de force auxquels les représentations nationales et européennes actuelles ne correspondent plus.

Ensuite: la clarification par rapport aux politiques néo-libérales qui a traversé toutes les organisations va se poursuivre. On ne peut plus dire tout et son contraire ou ne pas prendre position sur le fond. Même les partis sociaux-démocrates et les Verts viennent d'en faire l'expérience en France et en Allemagne. Cela aura des conséquences au niveau des partis politiques, mais aussi au niveau syndical. Quand notre ami Georges Debunne a créé la CES en 1973, ce n'était pas pour devenir la «courroie de transmission du capitalis-

coordination de nos luttes ne s'est mise en place à l'échelle européenne alors que l'offensive des fonds de pension, elle, était générale. Il est donc encore plus urgent après le dernier élargissement que le monde syndical élabore des revendications européennes capable d'unifier les luttes à l'échelle du continent, voire au-delà. La bataille pour les droits sociaux, les services publics, les droits du travail, en particulier pour un revenu minimum européen qui permette à toutes et tous de vivre (salariés, chômeurs, pensionnés, assurés sociaux) est une priorité à cet égard. Les Marches, à la suite de la FERPA, ont proposé qu'il soit proportionnel au PIB de chaque pays pour unifier les luttes de l'Est à l'Ouest, du Nord au Sud de l'Europe.

Enfin: l'Europe sociale ne sera jamais offerte sur un plateau. Seul un mouvement puissant et unitaire pourra l'imposer. A nous toutes et tous de le construire, à partir des mouvements de résistance en cours. Ces mouvements sont encore éclatés, mais nous ne sommes pas démunis et les résultats électoraux récents montrent que le travail effectué depuis des années n'a pas été vain. Plusieurs générations de chômeuses et chômeurs ont été sacrifiées sur l'autel du néo-libéralisme: nous n'avons pas su répondre à ce carnage. Le processus de Lisbonne réactualisé à Bruxelles prépare une nouvelle hécatombe: les jeunes générations de précaires qui arrivent sur «le marché du travail» dans tous les continents du monde ne peuvent plus passer leur vie à la perdre en se faisant concurrence d'un pays à l'autre. Il est de la responsabilité de toutes les organisations et de tous les réseaux de tout mettre en œuvre pour changer la donne en respectant les identités et les apports de toutes nos forces à la condition qu'elles s'inscrivent dans une dynamique unitaire pour gagner la bataille contre la société néolibérale que l'on veut nous imposer à l'échelle de la planète. Les modalités concrètes restent à inventer, mais l'espoir est revenu pour une autre Europe pour un autre Monde!

Les Marches européennes proposeront dans ce but à «L'assemblée européenne des chômeurs et précaires en lutte» au Forum social d'Athènes d'avril 2006 de nouvelles initiatives communes pour que les mouvements sociaux à l'Ouest, à l'Est et au Sud concrétisent la victoire que nous venons d'obtenir dans les urnes.

Michel Rousseau - 17/06/2005

PAYS-BAS:

LE REFERENDUM SUR LA CONSTITUTION EUROPEENNE, UN VOTE CONTRE LA POLITIQUE NEO-LIBERALE

Quelques jours après les Français, les Hollandais ont dit aussi «non». Nous ne voulons pas d'une Constitution qui serait le fondement d'une politique néo-libérale, une politique de concurrence entre les citoyens et les peuples, au lieu de la solidarité et coopération. La politique néo-libérale, les privatisations, le marché libre et la concurrence excluent les gens qui n'ont pas une valeur suffisante pour le marché. Elle engendre la misère pour les chômeurs, les sans-papiers, les sans-logis, etc. qui n'ont pas d'avenir et menace toutes les citoyennes et citoyens. Les Hollandais ont compris les conséquences d'une telle «Constitution». Seuls les riches ont voté Oui!

Quelques mois avant le référendum, différents groupes de gauche ont fondé un comité «Constitution - non». Les Marches européennes en Hollande ont coopéré avec ce comité. Nous avons lancé ensemble une campagne pour le non avec un grand succès. Il y avait aussi une campagne pour le non du SP (Parti socialiste, proche des PC européens) et du Parti pour le travail (proche des sociaux-démocrates). La campagne souverainiste de droite n'a pas dominé les débats. Les Hollandais ont compris notre critique sur la politique néo-libérale et la Constitution: 63% des électeurs ont voté et 62% ont dit «non».

Ces résultats reflètent plus ou moins une division des votes entre les riches et les pauvres:

- 82% des gens peu diplômés ont voté non
- 50% des gens diplômés ont voté oui.
- 50% des riches ont voté oui
- 70% des gens à bas revenu ont voté non.

Le peuple a compris que c'était une Constitution pour les riches. Ce résultat a été obtenu malgré la campagne médiatique pour le Oui avec des moyens financiers sans précédent. Les Verts (Vert et Gauche, Groen Links) ont aussi fait campagne pour le Oui.

Les ONG sont restées neutres ou avec prudence pour le Oui. Les syndicats sont aussi restés neutres, mais le président du FNV, un des grands syndicats, a fait campagne pour le Oui et le FNV a financé la campagne pour le Oui. De même les dirigeants des grandes organisations non-gouvernementales et des syndicats ont voté Oui, mais leurs membres ont voté Non!

Le «non» a des conséquences à longue portée non seulement pour la politique européenne, mais aussi pour la situation politique aux Pays-Bas. Les responsables des partis gouvernementaux et les responsables sociaux-démocrates du Parti du travail ont pensé que le succès du politicien populiste Pim Fortuyn, sa mort et le meurtre politique de Theo van Gogh étaient l'expression du fait que le peuple Hollandais voulait une politique de droite. Le «non» contre la Constitution et aussi la grande démonstration de FNV en octobre 2004 contre la politique néo-libérale du gouvernement Hollandais montrent que la situation n'est pas aussi simple que cela.

ALLEMAGNE:

LA SOCIAL-DÉMOCRATIE DÉSAVOUÉE DANS SON FIEF !

Le résultat des élections régionales en Rhénanie du Nord-Westphalie le 22 mai 2005 ont déclenché un tremblement de terre dans la capitale à Berlin.

Dans la région la plus peuplée et industriellement la plus importante de l'Allemagne qui a été tenue fermement dans la main du SPD (Parti social-démocrate) depuis 1966, la social-démocratie a perdu quasiment toutes les circonscriptions en faveur des chrétiens-démocrates. Le rapport de forces entre ces deux partis majeurs s'est renversé: le SPD a chuté de 44,8% en 2000 à 37,1% en 2005; la CDU (Union chrétienne-démocrate) est montée en flèche de 37% en 2000 à 44,8% en 2005.

Les Verts et les Libéraux sont à pied d'égalité avec respectivement 6,2%.

Le PDS atteint 0,92% des voix (72.982 voix). Le nouveau parti, l'Alternative pour le travail et la justice sociale (WASG), qui s'est présenté pour la première fois à une élection, a obtenu 181.886 voix, soit 2,23%.

Ce qui tourne le résultat en catastrophe pour le SPD est le fait que, à la différence d'autres élections la CDU n'a pas gagné parce que le nombre d'abstentions aurait augmenté, elle a gagné parce qu'elle a mobilisé massivement l'électorat.

Elle a gagné en nombre relatif, mais surtout en nombre absolu. Le SPD n'a perdu que 84.105 voix (cela l'a fait chuté de quasiment 8%). Mais la CDU a gagné presque 1 million de voix, dont la moitié d'autres partis, mais l'autre moitié en regagnant l'électorat

Même si ce Non exprime pour certains des sentiments nationalistes, il est surtout l'expression de la volonté d'une autre politique qui garantisse une sécurité sociale, des emplois et du travail qui permette de déployer ses talents dans une Europe sociale et démocratique.

Le mouvement contre la Constitution ouvre la porte pour une campagne de gauche pour cette Europe qui est portée par la majorité des peuples dans l'Europe. Le Comité Hollandais pour le non s'est prononcé pour une convention nationale et démocratique afin de mener la discussion sur le futur de l'Europe et le rôle de Pays-Bas en Europe.



WWW.GRONDWETNEE.ORG

Nous pensons qu'aussi au niveau européen des initiatives sont nécessaires comme, par exemple, dans le cadre du Forum social européen.

Piet van der Lende

absentionniste. Son résultat est une vraie victoire électorale, son slogan majeur était: 39 ans suffisent, il faut donner une nouvelle chance au Land. Le SPD a perdu surtout parmi les ouvriers (13,8%) et chez les chômeurs (15,3%). Il est fort possible, qu'une bonne partie d'entre eux aient voté pour la CDU.

Le modèle rouge-vert est au bout du souffle. NRW était le dernier Land avec une coalition rouge-verte. Il ne reste que deux Länder qui ne soient pas gouvernés par la droite, Berlin et Mecklenburg-Vorpommern, les deux ayant une coalition SPD-PDS. Il paraît assez certain, qu'au moins Berlin va changer de gouvernement l'année prochaine.

La proposition du chancelier d'appeler aux élections générales à l'automne prochain (anticipées d'une année) découle du constat que le gouvernement est désormais coincé entre l'avancée de la droite qui a restreint son champ d'action au niveau institutionnel et la perte d'adhésion sur la gauche, voire une grogne montante dans le SPD lui-même. Avant les élections les journaux ont spéculé sur la loyauté de certains parlementaires SPD de gauche qui risqueraient de ne plus respecter la discipline de fraction. Tout au plus, le débat déclenché par le chef du parti, Franz Müntefering, sur le capitalisme qui dans sa veste de capitalisme financier sur certaines entreprises (allemandes, saines) comme une vague de saute-

relles pour les anéantir a ressuscité de nouveaux espoirs dans le parti comme quoi un certain changement de cap pourrait être possible. Le chancelier était confronté au risque que l'opposition interne au SPD monte et demande de lui des initiatives parlementaires «corrigeant» sa politique antérieure - ce qu'il n'était pas disposé d'accepter.

Les résultats du WASG et du PDS proposent l'analyse suivante:

Le PDS ne peut plus s'attendre à gagner une partie significative de l'électorat ouest-allemand. Le WASG de son côté a eu un succès relatif, mais il est très loin de son but proclamé lors de sa fondation, à savoir de devenir la force de gauche qui absorbe ceux qui tournent le dos au SPD. De sa seule force le WASG ne pourra pas gagner les élections générales en automne (dépasser la barre de 5%). Il paraît impératif de proposer une liste commune avec le PDS. Dans la direction du WASG il persiste un certain sectarisme vis-à-vis du PDS, qui n'est pas justifié au moins du point de vue programmatique: sur le papier le WASG est parfois plus à droite que le PDS.

D'un autre côté il y a aussi des craintes d'être tout simplement bouffé par le PDS. Ce qui ressort assez clairement de ces élections c'est le fait que tout projet qui se bornerait à ne construire qu'une simple alternative électorale ne pourra que faire faillite.

Angela Klein

BELGIQUE : POUR UNE CONSULTATION POPULAIRE

Dans de nombreux pays, il n'y a pas de consultation populaire sur le projet de Constitution européenne. Voici la nouvelle initiative prise par Georges Debunne à la demande de l'aile flamande de la plate-forme non-à-la-constitution-européenne de Belgique. Il doit récolter 15 000 signatures de citoyens belges .

Marie-Paule Connan

Bruxelles, 9 juin 2005
à M. Norbert De Batselier
Président Parlement Flamand
Vlaams Parlement
1011 Bruxelles

Monsieur le Président,

Après la Chambre et le Sénat belges, le Parlement flamand doit se prononcer lui aussi sur le Traité établissant une Constitution pour l'Europe. Quelle que soit la position qu'on a sur ce traité, il est clair qu'il s'agit d'une affaire très importante, dans laquelle on doit poursuivre le maximum de participation des citoyens pour arriver à une décision démocratique. La ratification par la Chambre et le Sénat belges n'était pas un exemple d'une telle préoccupation démocratique. C'est pourquoi nous nous adressons au Parlement flamand, espérant que, in extremis, des mesures seront prises en Flandre qui permettront au Parlement de prendre une décision qui soit assise sur une véritable consultation de la population.

C'est pourquoi nous vous adressons la requête suivante.

1. Nous demandons au Parlement flamand de ne point procéder à la ratification tant qu'il n'y a pas eu un véritable débat social approfondi, qui ait clarifié les points de vue des défenseurs aussi bien que des adversaires, de façon à ce que le Parlement puisse être le porte-parole des désirs de la popula-

tion. Nous remarquons que le calendrier européen permet encore au moins un an; il n'y a donc aucune raison pour une décision hâtive.

2. Nous estimons que dans ce contexte, la ré considération de la possibilité d'une "consultation préparatoire à la décision politique" serait utile.

3. Nous vous demandons aussi d'organiser au sein du Parlement une série d'auditions contradictoires, avec la participation d'un large éventail de citoyens et de représentants d'organisations sociales et démocratiques.

Nous sommes convaincus de la nécessité d'un projet européen ambitieux et donnant de l'espoir; nous sommes tout aussi convaincus qu'un tel projet ne peut être réalisé que s'il est soutenu par les peuples européens. Nous espérons que le Parlement flamand y apportera sa part, et nous estimons que les requêtes sus-mentionnées seront utiles à cette fin.

C'est pourquoi nous vous demandons une discussion urgente de cette requête dans la commission compétente et en session plénière.

Veuillez agréer nos salutations distinguées,

Georges Debunne, ex-président FGFB
co-fondateur et ex-Président de la
Confédération Européenne des
Syndicats
Jef Sleenckx, ex-parlementaire fédéral
Lode Van Outrive, ex-parlementaire
européen

Soutien financier

Nous avons gagné une bataille. Pour préparer les prochaines échéances, nous avons besoin de votre aide financière.

Chèques à l'ordre des Marches européennes.

Envoyer à :

Marches européennes,

17 rue de Lancry - 75010 Paris

ILS SONT HUIT... NOUS SOMMES DES MILLIARDS !



Du 6 au 8 juillet prochains, les sept pays les plus riches du monde (Allemagne, Canada, Etats-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni) et la Russie vont se retrouver en Ecosse à Gleneagles, dans un luxueux hôtel aux bords du fameux terrain de golf.

Comme d'habitude, ils vont donc accorder leurs violons en prévoyant plus de coopération dans leurs funestes politiques économiques, de défense et d'armement... au menu spécialement l'Afrique et le changement climatique. Le développement aussi avec la question de la dette. Après le FSE de Londres, les altermondialistes européens s'y sont quant à eux donnés rendez-vous.

Car l'Ecosse est aussi le théâtre des politiques néo-libérales. De la base militaire de Faslane au centre de rétention de Dungavel, les politiques européennes migratoires et militaires s'y concrétisent. La région de Glasgow, frappée de plein fouet par la crise économique des années 70, connaît une «croissance soutenue de l'emploi» dans la logique des politiques européennes: le nombre de travailleurs pauvres explose!

Pacifistes, anarchistes, socialistes, antiracistes se réapproprièrent les terres, confisquées lors des enclosures au XIX^{ème} siècle, pour y construire des villages de résistance, miroirs de leurs aspirations (coopération, autonomie, écolo-

gie - pratiques de permaculture -...), et bloqueront le sommet, la base de Faslane, le centre de rétention de Dungavel pour dénoncer les politiques des puissants de ce monde, profiteurs de la précarité, défenseurs des frontières. Les initiatives ne manqueront donc pas: parades carnavalesques, actions d'occupation, de blocage, fêtes et débats commenceront dès le 1^{er} juillet. Organisée par des ONG, le 2 juillet à Edinburg, la marche Make Poverty History, soutenue par un panel de stars, devrait aussi rassembler un million de personnes.

Chrystelle Blanc-Lanaute

Pour un programme plus précis, voir <www.dissent.org.uk>.

Et, pour y aller, voir aussi le site de Vamos:

<www.intergalactique.lautre.net>.

Marches européennes
Eur marches

Agenda

Après le contre-G8:

- **Forum social d'Allemagne du 21 au 24 juillet 2005 à Erfurt.**

- **Assemblée européenne préparatoire au FSE d'Athènes du 23 au 25 septembre 2005 à Istanbul.**

- **Début octobre, coordination des Marches européennes à Cologne.**

Nouveau site

Canal Marches s'est doté d'un site internet:

<www.canal-marches.org>

Notre nouvelle adresse postale

**Marches européennes,
17 rue de Lancry - 75010 Paris
FRANCE**

MARCHES EUROPÉENNES /NEWS

Directeur de la publication : Christophe Aguiton - Marches européennes, 17 rue de Lancry - 75010 Paris

Site : www.euromarches.org - Email : euromarches@ras.eu.org -

Secrétariat de rédaction : Michel Rousseau. Conception Graphique : André Déchet - Imprimé par Rotographie, 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil

POUR LES VIREMENTS :

Banque CIC Agence Paris République, 201 rue du Temple 75003 PARIS

Compte Marches européennes

IBAN : FR76/ 3006 / 6100 / 1100 / 0103 / 6490 / 161

BIC : CMCIFRPP

Marches européennes
Eur marches